

**CONVENTION
RELATIVE À LA RÉALISATION
D'UN DIAGNOSTIC ARCHÉOLOGIQUE**

**Quartier : Rue des Vernèdes
Parcelles BM 252, 628, 89
FRÉJUS (Var)**

Dossier Patriarche 12665 N° 2018-39

Entre :

La ville de FREJUS,
faisant élection de domicile en son Hôtel de ville, Place Formigé - BP108 - 83608
FRÉJUS Cedex ;

Représentée par son maire, Monsieur David RACHLINE ou son représentant,
dument habilité à signer les présentes par délibération du 14 avril 2014 n° 11,

Ci-dessous dénommée l' "Opérateur",
D'une part

Et

SA Costamagna Joseph,
faisant élection de domicile quartier Tuilière – RN7 – 83480 PUGET-SUR-ARGENS ;

Représentée par Monsieur Laurent MAGDELEIN ayant pouvoir à l'effet de signer les
présentes,

Ci-dessous dénommée l' "Aménageur",
D'autre part

La ville de FRÉJUS et la SA Costamagna Joseph étant dénommées dans la
présente convention, individuellement "la Partie" et ensemble "les Parties".

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 523-4 à L. 523-7,

Vu la loi n°2003-707 du 1^{er} août 2003 modifiant la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001
relative à l'archéologie préventive, et notamment son article 4,

Vu le décret n°2011-574 du 24 mai 2011, abrogeant le décret n° 2004-490
du 3 juin 2004, pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001
modifiée, relatif aux procédures administratives et financières en matière
d'archéologie préventive,

Vu l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication en date du 26 décembre
2017 portant habilitation du service Archéologie et Patrimoine de la ville de FRÉJUS,

Vu l'arrêté n° 506 émis par la Préfecture de Région, le 29 janvier 2018, portant prescription de diagnostic archéologique ;

PRÉAMBULE

La ville de FRÉJUS, collectivité territoriale représentée par son service Archéologie et Patrimoine, a été sollicitée par la préfecture de Région pour réaliser un diagnostic archéologique sur un terrain situé à FRÉJUS (Var) lieu-dit "493 – 699 rue des Vernèdes " constitué des parcelles cadastrées section BM 252, 628, 89 (ci-après désigné le "Terrain"), préalablement à l'exécution des travaux projetés par la SA Costamagna Joseph.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par la maîtrise d'ouvrage du service Archéologie et Patrimoine de la ville de FRÉJUS, de l'opération de diagnostic archéologique décrite ci-après, ainsi que l'ensemble des droits et obligations des Parties dans le cadre de cette opération.

ARTICLE 2 : OBJET DE L'OPÉRATION

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) dont les principales caractéristiques techniques sont récapitulées dans le projet d'opération élaboré par le service Archéologie et Patrimoine.

À l'issue de cette opération, le préfet de Région pourra éventuellement prescrire une fouille préventive.

Dans ce cas et sauf abandon de son projet immobilier, l'Aménageur fera appel à l'opérateur de son choix, dans les conditions précisées par le titre II du livre V du Code du Patrimoine.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RÉALISATION DU DIAGNOSTIC

Article 3-1 : Délais, durée de réalisation du diagnostic et remise du rapport

Conformément au chapitre III du décret n° 2011 - 574 susvisé, la date prévisionnelle de début de l'opération est fixée, d'un commun accord entre les Parties, le 4 juin 2018.

Cette date est toutefois subordonnée à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'État.

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de 15 jour(s) ouvré(s) sur le Terrain, hors jours d'intempéries ou empêchements divers dont le service Archéologie et Patrimoine ne serait pas responsable.

Elle se terminera au plus tard le 22 juin 2018, compte tenu de la date de début de l'opération fixée ci-dessus.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic est fixée au plus tard au 27 juillet 2018.

Le préfet de Région portera ce rapport à la connaissance de l'Aménageur.

Article 3-2 : Modalités financières de l'opération

Cette opération a été amorcée suite à une demande de permis de construire de l'Aménageur conformément à l'article R523-14 du décret n° 2011- 574 du 24 mai 2011. Elle sera soumise au régime de la redevance conformément aux dispositions relatives à la redevance d'archéologie préventive prévues au chapitre X du décret N° 2011- 574 du 24 mai 2011.

Article 3-3 : Conditions et délais de mise à disposition du Terrain par l'Aménageur et de l'intervention de l'Opérateur

L'Aménageur s'engage à laisser libre accès au Terrain.

Le jour de la prise de possession du Terrain, l'Opérateur dressera, en présence d'un représentant de l'Aménageur, un procès-verbal contradictoire de mise à disposition du Terrain en deux exemplaires originaux dont l'un sera remis à l'Aménageur.

De son côté, l'Opérateur s'engage à fournir les moyens techniques et humains nécessaires à l'opération dans la limite des contraintes scientifiques et techniques déterminées d'une part par les services de l'État, d'autre part en concertation avec l'Aménageur.

La date conventionnelle de libération du Terrain est fixée au 22 juin 2018.

Lorsqu'il cessera d'occuper le Terrain, l'Opérateur dressera un procès-verbal de fin de chantier, ainsi qu'il est précisé à l'article 4-2 ci-après.

Observation étant ici faite que ce procès-verbal de fin de chantier ne vaudra pas libération définitive du Terrain, ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'Aménageur, tant que le Préfet de Région n'aura pas statué sur les suites à donner au diagnostic dans les conditions prévues par le Code du Patrimoine.

Article 3-4 : Indemnités dues par l'une ou l'autre Partie en cas de dépassement des délais convenus

Toute modification du calendrier des opérations archéologiques (dates fixées à l'article 3-1 ci-dessus) devra être constatée par les parties.

Cette modification ne pourra résulter que :

- d'un accord entre les Parties ;
- ou d'un cas de force majeure ou d'une cause légitime de suspension de délai de la nature de celles qui affectent usuellement la conduite normale d'un

- chantier, telles que notamment, les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol, les intempéries et autres aléas imprévisibles.

Elle ne donnera pas lieu à pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L.5424-6 à 9 du Code du Travail.

ARTICLE 4 : PRÉPARATION ET RÉALISATION DU DIAGNOSTIC

Article 4-1 : Principe

L'Opérateur est le maître d'ouvrage de l'opération de diagnostic. Il réalisera les seuls travaux indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du Code du Patrimoine, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires qu'il choisira et contrôlera conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre d'une collaboration scientifique avec d'éventuels organismes partenaires.

Il fera son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses missions, notamment les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) et, le cas échéant, les demandes particulières auprès des exploitants de réseaux (canalisations...).

L'Opérateur pourra installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention sur le site.

Article 4-2 : Méthodologie du diagnostic

Les sondages seront réalisés conformément aux principes méthodologiques édictés dans l'arrêté de prescription.

Le chantier sera confié à un membre du service Archéologie et Patrimoine. Une pelle mécanique (15/20 T) sera utilisée pendant 5 jour(s) maximum.

Les sondages seront rebouchés par l'Opérateur à l'issue de son intervention sur le Terrain, sans qu'il y ait remise en état des végétaux et plantations, ni travaux éventuels de reconstitution des sols qui excéderaient cette intervention de rebouchage.

Sur le Terrain, le chantier se déroulera en 2 temps:

- Temps 1 : du 4 au 13 juin – prospection terrestre et étude documentaire ;
- Temps 2 : du 14 au 20 juin – sondage à la pelle mécanique;

À l'issue des travaux sur le Terrain nécessaires à la réalisation de son diagnostic, l'Opérateur dressera, en présence d'un représentant de l'Aménageur, un procès-verbal contradictoire de fin de chantier en deux exemplaires originaux, dont l'un sera remis à l'Aménageur.

Ce procès-verbal aura un double objet :

- il constatera la cessation de l'occupation du Terrain par l'Opérateur et fixera en conséquence, la date à partir de laquelle l'Opérateur ne pourra plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du Terrain ;
 - et mentionnera, le cas échéant, les réserves formulées par l'Aménageur.
- Dans ce cas, un nouveau procès-verbal constatera la levée de ces réserves.

En cas de désaccord entre l'Opérateur et l'Aménageur sur ce procès-verbal, la Partie la plus diligente pourra demander au Président du Tribunal Administratif de désigner un expert pour dresser d'urgence ce procès-verbal.

Les 5 semaines suivantes seront consacrées à la rédaction du rapport de diagnostic.

Article 4-3 : Engagements de l'Aménageur

L'Aménageur s'engage avant la mise à disposition du Terrain, à :

- fournir à l'Opérateur tout renseignement utile en sa possession, relatif aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des parcelles fouillées (canalisations, réseaux...) ;
- fournir à l'Opérateur tout renseignement utile en sa possession, relatif aux études environnementales et aux zones protégées ;
- fournir à l'Opérateur tout renseignement utile relatif aux études du sous-sol (données géotechniques, rapports géologiques...) qui auront pu être réalisées par ses soins ;

Il est précisé que le respect de ces engagements conditionne la réalisation de l'opération.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties en cas d'inexécution par l'autre, d'une ou de plusieurs de ses obligations contractuelles.

Cette résiliation ne deviendra toutefois effective qu'un mois après l'envoi par une des Parties à l'autre d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant ses motifs, à moins que, dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

ARTICLE 6 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Les Parties s'obligent à déployer tous leurs efforts pour résoudre à l'amiable tous différends et contestations qui surviendraient relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, de ses suites et conséquences et à épuiser toutes les solutions amiables afin de prévenir tout litige.

À défaut, tout litige qui n'aura pas pu se résoudre à l'amiable sera soumis au Tribunal Administratif.

ARTICLE 7 : ENREGISTREMENT

La présente convention n'est pas soumise à la formalité de l'enregistrement.
Dans le cas où l'enregistrement serait requis par une des Parties, les frais seraient à la charge de celle-ci.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONSTITUTIVES DE LA CONVENTION

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Copie de l'habilitation du service Archéologie et Patrimoine de la ville de FRÉJUS
- Annexe 2 : Copie de l'arrêté de prescription de diagnostic N° 506 du 29 janvier 2018

Fait à Fréjus

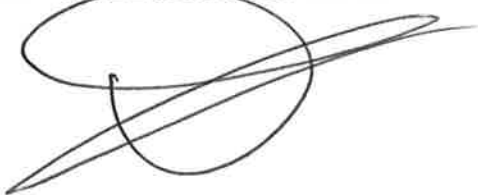
Le **18 AVR 2018**

En deux exemplaires originaux dont l'un est remis à chacune des Parties

Pour la ville de FRÉJUS

Le maire,

Monsieur David RACHLINE



Pour la SA Costamagna Joseph,
Monsieur Laurent MAGDELEIN

